

PRS 31

Pour la République Sociale
Haute-Garonne

1^{er} mai 2006

prs31@wanadoo.fr



La droite doit partir, la gauche doit s'unir

Après la victoire du Non anti-libéral à la constitution européenne, le peuple nous faisait mandat pour que ce vote soit respecté. Depuis, la crise sociale et institutionnelle n'a cessé de bégayer : insurrection des jeunes de banlieue, mouvement génération précaire, mobilisation anti-CPE. L'union de la gauche n'a jamais été aussi urgente et aussi légitime.

Le « 29 mai » a montré le champ des possibles

Par son refus d'une Europe ouvertement libérale, le peuple Français a ouvert la voie aux mouvements sociaux victorieux comme celui contre la loi dite « égalité des chances » et le fameux CPE. Mouvement massif et unitaire qui a gagné une bataille, mais n'a pas gagné « la guerre » : il laisse en place un gouvernement délégitimé qui met en œuvre l'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit dès 15 ans.

Le temps de la résignation face au système capitaliste a fait long feu et seulement 36% de nos concitoyens feraient confiance à l'économie de marché pour construire l'avenir. Comment ne pas penser que les 64% restants sont ceux qui s'indignent de voir le CAC 40 générer 83 milliards d'euros de bénéfices en 2005, soit 25 milliards de plus qu'en 2004, alors que leur pouvoir d'achat diminue.

Le temps des conquêtes est venu...

Dans cette situation politique, le peuple fait mandat à la gauche de gagner en 2007. Les Français désirent par-dessus tout battre la droite et son champion Sarkozy. Est-ce pour cette raison qu'ils accorderaient un blanc-seing à une créature fabriquée par les médias ? Il faudra d'abord que le candidat du Parti Socialiste soit désigné par son parti et que l'ensemble de la gauche accorde une confiance minimale à son programme politique.

En même temps, le syndrome du « 21 avril » trotte légitimement dans nos esprits. La course de vitesse engagée contre l'extrême droite est loin d'être gagnée. Un tiers de nos concitoyens pense que le Front National est « proche de leurs préoccupations ». Si nous ne souhaitons pas revoir Le Pen au second tour de l'élection, nous devons pousser la gauche à répondre à l'urgence sociale, à incarner l'alternative politique et à limiter le nombre de ses candidats.

Pour une nouvelle union populaire

La gauche « des ruptures » doit aussi faire des choix : présenter ou non un(e) candidat(e) à la présidentielle, avec quel projet, avec quelles alliances... L'union associative, syndicale et politique née pendant la campagne du référendum et confirmée avec l'obtention du retrait du CPE appelle à de nouvelles responsabilités. Celles d'une gauche unie contre la domination culturelle et sociale du capitalisme sur la vie humaine et démocratique. Nos victoires sociales appellent à des victoires politiques. L'élection présidentielle de 2007 sera un temps fort pour la gauche. Il reste encore à savoir si nous voulons y aller en ordre dispersé ou rassemblé derrière une bannière que nous avons intitulée « union populaire », en référence au Front Populaire de 1936 dont nous fêtons en ce joli mois de mai le 70^{ème} anniversaire.